



BLOQUER TOUT ÇA S'IMPOSE !

10 SEPTEMBRE....

Un mouvement citoyen anonyme baptisé “Bloquons tout” appelle à un arrêt total du pays le 10 septembre 2025, en réaction à la violence du plan d'économies de 43,8 milliards d'euros présenté par Bayrou. Il dénonce les restrictions budgétaires qui vont écraser les salarié·es, les chômeurs, les retraité·es, les malades, pour préserver toujours plus les intérêts des plus riches.

Très actif sur les réseaux sociaux, X, Facebook, Instagram, TikTok et la messagerie Telegram, le mouvement prône des blocages, des grèves, l'interruption de la consommation. 8 Français sur 10 disent soutenir ce mouvement et une carte des lieux de mobilisation circule déjà. La puissance des réseaux sociaux pour déclencher un mouvement de révolte populaire n'est plus à prouver. L'exemple des Gilets jaunes est encore présent dans toutes les mémoires. “Bloquons tout” se veut apaisant, mais pourrait fédérer diverses colères sociales. Des sections syndicales annoncent des appels à la grève. Reste à mettre tout ça en action sur le terrain.

Macron et Bayrou espèrent torpiller le 10 en appelant à un vote de confiance à l'Assemblée nationale le 8 septembre. Mais si Bayrou tombe, un autre prendra la suite dans la même logique “macroniste”, voire pire... Alors, donnons une chance au 10 septembre et à un véritable mouvement populaire pour stopper la politique antisociale du Président des riches. Rien ne serait plus terrible que la résignation. La bataille contre la loi Duplomb, le succès de notre pétition, les luttes partout en France cet été, montrent la voie. Le 10 septembre s'annonce important, nous y serons !

Marie Rose Patelli



7265

SIGNATURES CONTRE LE BUDGET BAYROU

Un résultat exceptionnel puisque c'est plus de 10% des habitants de l'arrondissement de Chaumont qui ont signé la pétition unitaire...

PAGE 2

- **COMBATTRE L'HYDRE ANTISÉMITES**
- **GAZA ET DAME CENSURE**
- **LE FILM NO OTHER LAND AU CINÉMA À L'AFFICHE LE 16 SEPTEMBRE**
- **FRAUDE À LA SÉCU**

PAGE 3

- **ANTICOR SERA À CHAUMONT LES 12 ET 13 SEPTEMBRE**
- **LE SECOURS POPULAIRE INAUGURE SON MARCHÉ AU CAVALIER**

PAGE 4

- **PRESS, LFI COUPABLE OU VICTIME ?**
- **1,4 MILLION DE BLESSÉS ET DE MORTS EN UKRAINE**
- **LES LOUPS, LES MOUTONS ET LE PRÉSIDENT**

DAME CENSURE

La Ligue des droits de l'homme, qui est co-organisatrice avec Amnesty international, Artisans du Monde et CCFD Terres Solidaires de la projection du film No Other Land, était chargée de prendre contact avec la ville de Chaumont pour que l'affiche du film ainsi que les infos concernant les lieux, jour et heure de ce ciné-débat puissent passer sur les panneaux lumineux de la ville.

Surprise, le service com de la ville se fend d'un mail de refus. C'est niet ! Les raisons invoquées valent leur pesant de mauvaise foi, d'hypocrisie et flirtent avec l'islamophobie ambiante : « Si nous n'avons pas donné suite, c'est en raison du thème retenu, à savoir la situation en Palestine et à Gaza. En tant que collectivité publique, la Ville se doit de rester neutre et ne peut relayer, via ses supports institutionnels, des communications qui pourraient être interprétées comme une prise de position dans un conflit international ».

Résumons : Palestine et Gaza, c'est un conflit. Notons que le nom Israël n'est même pas cité, pas plus que les mots famine, génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, Cour pénale internationale, ONU. Et les 18 500 enfants morts à Gaza, enterrés dans la fosse commune de l'histoire.

À Chaumont, lorsqu'on entend le mot Ukraine on sort son chéquier, lorsqu'on entend le mot Palestine ou Gaza on fait appel à Anastasie, dame censure...

Le reste du mail est du même tonneau. Notons qu'il y est question de risque de clivage que représenterait ce film-documentaire. Preuve supplémentaire qu'il s'agit d'un acte de censure politique. Sur le site AlloCiné on peut lire : « *Ce film réalisé par un collectif palestinien-israélien de quatre jeunes militants est conçu comme un acte de résistance créative sur la voie d'une plus grande justice* ». Des Palestiniens et des Israéliens qui dialoguent, voilà effectivement un risque de clivage avec le gouvernement fasciste de Netanyahou. Et la ville est tombée dans le panneau...

Rachid R.

FRAUDE....

Le groupe Alliance Vision va être déconventionné par la sécurité sociale.

Depuis le 21 août 2025, 13 centres de santé privés de ce groupe ne sont plus couverts par les conventions de la sécurité sociale. La fraude s'opérait par l'émission de fausses factures auprès de la sécu pour des actes injustifiés ou inexistantes de soins dentaires ou ophtalmologiques.

Alliance Vision pratiquait régulièrement sur des enfants des examens d'imagerie optique destinés aux personnes âgées pour détecter des glaucomes. Des actes infondés ou fictifs de soins dentaires, comme des prothèses étaient facturés deux fois à un même patient, pour une même dent...

Face à cette fraude, des patients ou des salariés de ces établissements ont alerté la sécurité sociale qui avait porté plainte dès juin 2021. Le déconventionnement entraînera la suspension des remboursements de la sécurité sociale pour les soins pratiqués par ces centres privés.

Pascal Pruvot

(sources : les Échos et la Cour des Comptes)

"JE SUIS ISRAËLIEN, IL EST PALESTINIEN. NOUS VIVONS SUR UNE TERRE OÙ NOUS NE SOMMES PAS ÉGAUX."



NO OTHER LAND

UN FILM RÉALISÉ PAR BASEL ADRA, YUVAL ABRAHAM, RACHEL SZOR & HAMDAN BALLAL



MARDI 16 SEPTEMBRE

18H30 AU CINÉMA À L'AFFICHE

COMBATTRE L'HYDRE ANTISÉMITE

Ce qui se passe à Gaza a déjà rejoint dans l'horreur les pires crimes du nazisme et du colonialisme.

Meurtres de masse, destruction totale d'un territoire, expulsion et déportation des survivants au nom de la lutte de la civilisation contre la barbarie, utilisation de la famine dans le processus d'extermination d'un peuple auquel est dénié l'appartenance à l'humanité. Dès le début de la mise en œuvre du projet génocidaire, la qualification « d'animaux humains » utilisée au plus haut niveau de l'appareil d'Etat israélien renvoyait explicitement à la notion d'Untermenschen (sous-hommes) appliquée par les nazis aux juifs et aux slaves.

Le sionisme, comme le colonialisme, comme le nazisme, tient sa vocation meurtrière du racisme qui le fonde. Ce racisme est la négation des valeurs que prétend incarner l'Occident.

L'antisémitisme n'est pas un contraire une des conditions de la lutte contre cette forme

particulière de racisme qu'est l'antisémitisme. Et il faut rappeler et marteler que c'est au cœur même de l'Occident, dans un pays qui en était le plus « civilisé », que ce racisme-là a donné naissance au plus grand génocide du vingtième siècle, la shoah.

A. FELLNER

RENDEZ-VOUS SAMEDI 30 AOÛT 2025

PLACE DE LA MAIRIE CHAUMONT

STOP GÉNOCIDE GAZA



Fosses communes à Gaza

ANTICOR À CHAUMONT

L'association **Anticor** lance un **ambitieux Tour de France citoyen** pour sensibiliser aux enjeux de la corruption. De **juin à octobre 2025**, une équipe sillonnera la France à bord d'une camionnette floquée aux couleurs de l'association pour organiser des activités avec le public. C'est un projet inédit et de terrain, conçu pour aller directement à la rencontre des habitants dans les villages et les petites villes afin de rappeler que la corruption nous concerne tous et d'encourager chacun à devenir un citoyen vigilant. Elle fera halte à Chaumont les 12 et 13 septembre prochains.

À PROPOS D'ANTICOR

Créée en 2002, Anticor est une association transpartisane de lutte contre la corruption et pour l'éthique en politique. Avec plus de 10 000 adhérents et plus de 80 groupes locaux, elle est la seule association anticorruption dotée d'un véritable ancrage local. Grâce à un réseau de citoyens engagés, Anticor :

- Soutient les lanceurs d'alerte et défend la transparence de la vie publique.
- Lutte contre les atteintes à la probité en saisissant la justice.
- Agit pour réhabiliter la confiance entre citoyens et élus.

LE PROGRAMME HAUT-MARNAIS

VENDREDI 12 SEPTEMBRE PATRONAGE LAÏQUE 19H

Projection et débat autour du film « **La très grande évasion** » de Yannick Kergoat - Ce documentaire aborde le thème de l'évasion fiscale avec humour et clarté. Débats animés par Didier Melmoux, administrateur d'Anticor et Clément Gaudy, élève avocat et juriste pour Anticor. **ENTRÉE LIBRE**

SAMEDI 13 SEPTEMBRE MARCHÉ DE CHAUMONT DE 8H À 13 H

Stand d'information et jeux **Anticor** (brochures, portraits de lanceurs d'alerte, jeux sur la corruption...)

Anticor invite les citoyens, associations et élus locaux à s'impliquer dans ce projet en accueillant le véhicule lors de son passage. Toutes les dates et les étapes sont disponibles sur son site internet : www.anticor.org

••••• :MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI : :AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS : •••••

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à
- Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Luc, Jean-Paul, Françoise, Jean-Michel,
- Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-
- François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric,
- Marylène, Pierre, Rachel, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Luc, Anne et
- Franck, Maurice, Marie-Christine, Françoise et Jean-Paul, Christian, Anne-
- Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-
- Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Christine, Marie-
- Thérèse, Josette, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, François,
- Michel, Luc, Jacqueline et aux anonymes qui nous remettent leur obole
- chaque semaine au marché.

••••• SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT •••••

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT
•••••



Le Secours populaire français - Fédération de la Haute-Marne inaugure son Marché Populaire, qui se tiendra :

QUARTIER DU CAVALIER CHAUMONT

11 SEPTEMBRE 2025
À PARTIR DE 16H00

Ce marché, porté par l'association avec le soutien de la Ville de Chaumont, de l'Agglomération de Chaumont, de la Région Grand Est, de l'ANCT, et de partenaires locaux, a pour objectif de rendre accessible à tous une alimentation de qualité, de valoriser les circuits courts et de favoriser les liens sociaux dans les quartiers.

Pour le secrétaire général du Secours populaire **Pascal Dehaese**, cette inauguration sera également l'occasion de remercier tous celles et tous ceux qui ont apporté leur soutien dans la mise en place de ce projet solidaire et de faire découvrir les initiatives mises en œuvre avec les commerçants, les associations et les habitants du quartier.

Un moment de convivialité est prévu autour d'un verre de l'amitié.



LA DETTE, C'EST PAS NOUS, C'EST EUX !

Depuis l'élection de Macron en 2017, la dette publique française est passée de 2 262 à 3 305 milliards d'euros. Selon l'OFCE, cette situation s'explique avant tout par la baisse de la fiscalité sur les entreprises et les ménages les plus riches.

Un rapport du Sénat, publié en juillet dernier, dit également que tous les ans, plus de 211 milliards d'euros d'argent public sont versés aux grandes entreprises, sans contrepartie, ni contrôle.

À ce jour, aucun document officiel ne récapitule la répartition de ces fonds. Tout cela quand la pauvreté et les inégalités sont au plus haut depuis 30 ans et que Bayrou nous promet pire. Nous n'avons pas à payer leur dette. Alors, le 8 on dégage Bayrou et le 10 Macron et sa politique de misère. **M-R. P**

PRESSE : LFI COUPABLE OU VICTIME ?

Pour son université d'été, La France insoumise a refusé d'accréditer le journaliste du Monde Olivier Pérou, co-auteur du livre «La Meute», un ouvrage à charge contre Mélenchon et ses amis. Les médias, mais aussi les comités et syndicats de journalistes ont, dans leur très grande majorité, condamné sans nuance cette atteinte «inacceptable» à la liberté de la presse.

Ça a fait le buzz. Et du coup, c'est à peu près tout ce qu'on retiendra du rendez-vous politique.

Le parti a pourtant fait valoir le fait qu'à l'exception de M. Pérou, tous les autres journalistes du Monde étaient cordialement invités et que, par ailleurs, 70 journalistes de tous bords étaient accrédités, sans qu'on leur dénie le droit de dire du mal. Le seul problème étant que, selon LFI, «La Meute» ne respecte pas la plupart des règles de déontologie des journalistes. Le livre s'appuierait de plus sur des informations mensongères et relèverait, en bien des points, de la diffamation.

Mais Le Monde, qui fait confiance à ses collaborateurs, refuse qu'on décide à sa place des journalistes qu'il envoie couvrir un événement. Il dénonce une «entrave caractérisée à la liberté de la presse et à l'accès à l'information». Puis il ajoute : «Aucune formation, quel que soit son bord politique, n'avait jusqu'à présent prononcé une telle mesure d'éviction contre un de nos journalistes à l'occasion d'un événement de ce type».

De son côté, la secrétaire générale adjointe du SNJ-CGT parle de «message antidémocratique». Et elle en remet une couche : «Il est temps que LFI arrête de désigner les journalistes à la vindicte populaire. La critique des médias est légitime, en revanche empêcher un journaliste de faire son travail (ou vouloir les sélectionner) est inadmissible».

Ces déclarations sont tout de même un tantinet hypocrites parce qu'elles ne remettent pas en cause le principe de l'accréditation. Or celle-ci, qui est de plus en plus pratiquée, a justement pour but de n'accepter qu'un certain nombre de journalistes au bon vouloir de l'organisateur. Macron et les ministres passent leur temps à choisir ceux qui auront la faveur de les suivre.*

Nombreux sont ceux qui, bien avant Le Monde, ont eu à en pâtir. Le problème c'est que, jusqu'à présent, les méthodes d'exclusion étaient pratiquées par la droite et l'extrême droite. Qu'un parti de gauche, se proclamant défenseur des libertés, s'y mette aussi, ça la fout mal.

En réalité, si La France insoumise dit la vérité sur le contenu du livre, elle a parfaitement raison de refuser l'entrée de son université d'été à un journaliste malhonnête et malintentionné. Mais il lui faudrait, dans le même temps, demander réparation auprès de la justice.

Or elle ne le fait pas, prétextant que ça ne servirait à rien.

Eh bien si ! Jusqu'à présent, le travail d'Olivier Pérou est réputé intègre. Le sanctionner sans avoir tenté de faire la preuve qu'il a commis une faute est tout de même difficilement tenable.

Voici donc le paradoxe : pour montrer qu'elle est toujours très attachée à la liberté des journalistes, LFI n'a plus guère d'autre choix que de porter plainte contre l'un d'eux.

Lionel Thomassin

* Même à Chaumont, par exemple, L'affranchi a été plusieurs fois mis à l'écart d'événements importants par le système des accréditations.

1 400 000 BLESSÉS OU MORTS EN UKRAINE

La quatrième année de guerre commence en Ukraine. Alors que des négociations tous azimuts se poursuivent -rencontre en Alaska entre Poutine et Trump - puis rencontre entre l'Europe et Trump, il est utile de rappeler à tous ceux qui, à l'image d'Emmanuel Macron, soufflent sur les braises pour attiser les flammes, le bilan tragique de cette guerre. C'est qu'indique, fort à propos, un article paru dans Courrier international : « Près de 1 million de soldats russes ont été tués ou blessés depuis que Vladimir Poutine a déclenché son invasion de l'Ukraine en février 2022, selon une nouvelle étude rendue publique mardi 3 juin. "Un bilan sidérant", [commente The New York Times](#), qui passe en revue les chiffres établis par le Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Outre le million de victimes côté russe, dont peut-être 250 000 morts, le CSIS indique que près de 400 000 soldats ukrainiens ont également été blessés ou ont perdu la vie depuis le début de la guerre ; l'étude estime le nombre de morts entre 60 000 et 100 000. Au total donc, la guerre a fait 1,4 million de victimes parmi les combattants des deux côtés.

Notons que les syndicats français demandent la tenue d'une conférence de paix sous l'égide de l'ONU, associant toutes les parties prenantes du conflit en cours.

LES LOUPS, LES MOUTONS... ET LE PRÉSIDENT

Dans son édition du 22 août, l'Affranchi nous relate les déconvenues de Nicolas Lacroix tel que celui-ci les confie à ses fans sur sa page facebook. On apprend donc que *notre* président élève des moutons » pour les voir naître et grandir » et certainement pas pour les faire « bouffer » par les loups.

Plus surprenant, on apprend aussi qu'il a décidé d'envoyer ses animaux à l'abattoir pour leur épargner d'être dévorés par ces mêmes loups ! S'il s'agit de punir le loup on comprend bien. Mais on a plus de mal à imaginer le soulagement des brebis.

Ce qui pose question ici, c'est cette pulsion de communication de l' élu. Il tient énormément à faire savoir qu'il se bat contre le loup. Comme il tenait à faire savoir qu'il se bat pour la « liberté » de rouler plus vite. Ou encore son soutien indéfectible aux chasseurs ou aux agriculteurs pollueurs type Duplomb.

On comprend tout de même qu'il a décidé de chasser sur les terres du RN, tout en se prétendant « en même temps » son plus grand adversaire.

Alors qu'en pratique, reprenant ses « idées », il lui fait la courte échelle.

A. Fellner

